

TRIBUNE DE RSHD

Recul du chômage, montée du paupérisme...

« Dans l'histoire, la gauche a presque toujours été distributrice. Elle a du mal à définir une politique de l'offre, à avoir une réflexion sur l'entreprise. »
Michel WINOCK

Le chômage relève-t-il des mêmes lois que la circulation ferroviaire ? Si un train peut en cacher un autre, la baisse du chômage peut s'accompagner d'un effet pervers: la montée du paupérisme.

Le chômage reste un indicateur cardinal de la conjoncture et, à droite comme à gauche, on a toujours les yeux rivés sur sa statistique. À gauche, bien sûr, puisqu'il s'agit moins d'une interrogation économique que d'un impératif social et c'est si vrai que cette même gauche a quelquefois baissé les bras devant la déferlante. C'est Mitterrand qui avoue « avoir tout essayé » ; c'est Jospin qui confesse: « On ne peut pas tout demander à l'État ».

La droite qui gouverne pratique le laconisme et observe la baisse du chômage. C'est bien, sauf la montée d'un phénomène qui s'amplifie : la paupérisation des titulaires d'emplois. Car ces emplois sont massivement tertiaires, près de 80%, à temps plein ou partiel. Marchands ou non, ils ne remplacent jamais les emplois industriels qui se réduisent en peau de chagrin: 50.000 suppressions en 2007, des annonces de suppression au quotidien, 16% des actifs, soit 10 points de moins que l'Allemagne.

Le procès du chômage a d'ailleurs été remplacé par celui du pouvoir d'achat, revendication incontournable de ménages qui gèrent leur budget à l'euro près, voire en cessation de paiement au 15 du mois. On entre ici de plain-pied dans la France du désert industriel, celle de la disparition des usines dans un pays dont l'économie est menacée. Le constat surgit 15 ans après l'avènement du Grand marché européen, réalisation-phare du second septennat Mitterrand.

La France doit constater que, non seulement des dizaines de milliers d'emplois industriels ont disparu, mais que des secteurs entiers ont été livrés à l'importation, comme l'horlogerie, la machine-outil et tant d'autres, en attendant ceux qui sont, aujourd'hui, menacés, comme l'automobile. La sanction ne s'est pas fait attendre: en 2007, le déficit commercial a atteint 40 milliards d'€, contre 200 d'excédent pour l'Allemagne.

Face à un tel bilan, il y a deux attitudes : l'analyse froide et, dans ce cas, c'est la compétitivité des entreprises qui est en cause. Et puis, il y a les amateurs de boucs émissaires qui désignent l'euro, malheureux baudet qui n'empêche pas les excédents allemands mais dispense la France de mesures correctives, les dévaluations, en particulier. Aujourd'hui, on bat des records de déficit commercial, mais l'euro évite à la France les plans de rigueur à répétition.

Le débat s'inscrit-il dans la campagne pour les municipales 2008 ? Ce serait pourtant l'occasion de poser le problème de la désindustrialisation et de la politique des grandes villes, à tout le moins, en faveur de l'emploi industriel, clé de la lutte contre la paupérisation. Et s'il y a une région où le débat devrait être intense, c'est bien la Franche-Comté, la plus industrielle de France et, à ce titre, la plus frappée par la désindustrialisation et la montée du paupérisme.

Il suffit d'évoquer la chute de l'emploi industriel dans le Pays de Montbéliard où l'emploi Peugeot est passé, en 30 ans, de 35.000 à moins de 13.000, de Besançon où ce même emploi industriel est inférieur au chiffre du chômage. Besançon devrait, à cet égard, être le champ clos de ce débat sur la désindustrialisation et la paupérisation, tant la première a généré d'emplois tertiaires publics ou de l'économie sociale, avec la médiocrité des revenus qui en résulte, et une baisse de la population, sans doute, moins forte qu'à Montbéliard où elle atteint 20% en 20 ans, mais néanmoins réelle. La tertiarisation de la population active s'est accompagnée de la rurbanisation, d'un solde migratoire négatif avec certaines régions limitrophes, comme Rhône-Alpes, voire de mouvements pendulaires vers la Suisse où existent de vrais emplois industriels.

La campagne municipale pourrait être l'occasion privilégiée de ce débat et de l'énoncé de politiques locales de retour à l'emploi industriel. En fait, et sans succomber à l'autisme, le sujet est absent de la campagne. La réponse est peut-être de s'en remettre à la Région (*), mais personne n'en sera convaincu, avec une agence régionale de développement qui revendique la création de 467 emplois, en 2007, alors que les suppressions d'emplois industriels se chiffrent par milliers. La Franche-Comté dont les grandes assemblées politiques sont monocolores -chef-lieu de Région, agglomération, Conseil général, Conseil régional- souffre-t-elle d'inefficacité ? C'est le verdict de la Cour des comptes qui conclut à « la portée limitée » de l'action économique des Régions, soit, pour la Franche-Comté, 121,72€ par habitant de dépense publique locale, en 2004, et la 14^{ème} place sur 22.

La référence à la Région n'est donc pas pertinente et renvoie à l'alternative qui est celle de la ville de Besançon : interventionnisme et redistribution. La tertiarisation et la paupérisation étant considérées comme inéluctables, il reste à les corriger par l'aide au revenu. C'est le logement social qui atteint les 29% du parc, alors même que l'offre locative marchande est excédentaire; c'est l'exonération fiscale qui profite à près de 20% des assujettis à la taxe d'habitation; c'est le développement de prestations de gratuité, comme la fourniture de livres scolaires par la Région; c'est surtout l'omniprésence des investissements sociaux ou culturels sur des sites autrefois d'économie marchande, comme si la désindustrialisation était irréversible (**).

(*) Cf. « Libération » 07.01.08: « La Franche-Comté, une région plutôt pauvre... »

(**) Cf. Port fluvial, halle SERNAM de la gare Viotte, gare Mouillère...

En l'absence de débat, même en période électorale, et avant un silence de six ans sur le binôme désindustrialisation-paupérisation, reste la vraie question: ces villes, métropoles régionales, en particulier, totalement acquises à des politiques de soutien du revenu plutôt que de distribution primaire, sont-elles résignées à la chute de leur population, prix à payer de la paupérisation ? Et surtout, cette économie de redistribution est-elle compatible avec la libre-circulation, la concurrence et la localisation spontanée des investissements ? La campagne municipale est désespérément muette sur ces questions, à Besançon comme ailleurs, sauf à reconnaître que le train de la baisse du chômage cache celui de la montée de la paupérisation, comme si « L'extinction du paupérisme » était plus actuelle que jamais.